

6 février 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur la construction d'un deuxième EPR et sur les énergies renouvelables, à Flamanville le 6 février 2009.

Madame la Ministre, Chère Christine,

Madame et Messieurs les Présidents d'EDF, d'Areva, de Bouygues, d'Alstom,

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Depuis que je suis Président de la République, j'avais envie de me rendre ici, à Flamanville, pour voir le plus grand chantier d'Europe. C'est maintenant chose faite, et je ne regrette pas d'être venu.

Flamanville, c'est un chantier que le monde entier regarde. C'est le chantier modèle de la renaissance du nucléaire dans le monde. Tous les pays qui ont fait le choix de revenir vers l'énergie nucléaire ou de développer l'énergie nucléaire verront dans la réussite de Flamanville la confirmation de leur choix. Flamanville, c'est l'appartement témoin du nucléaire de la troisième génération.

Flamanville, c'est une facette de l'excellence française, excellence technologique, excellence industrielle - l'industrie, ce n'est pas un gros mot -, et excellence environnementale. C'est une image de la France que redécouvrent nos partenaires, celle d'un pays qui produit quasiment la totalité de son électricité sans CO2. Un pays, le nôtre, qui gère depuis trente ans un parc homogène de 58 centrales nucléaires sans incident majeur. La France est citée en exemple, pour montrer qu'on peut réduire la dépendance au pétrole, réduire ses émissions et assurer à sa population l'un des prix de l'électricité les plus bas du monde, sur la base de choix industriels réfléchis. Les deux entreprises qui sont au fondement de ce succès, ce sont EDF et Areva, de nouveau réunies à Flamanville sur le chantier du premier EPR français. A Flamanville, ces grandes entreprises ont entre les mains le renom et l'image de la France, mais également notre avenir économique, notre avenir industriel.

J'ai une très grande confiance en l'EPR et j'ai une très grande confiance dans la compétence de nos entreprises. En 2004, j'étais ministre de l'Economie et des Finances et j'ai décidé le lancement du 1er EPR et j'ai fait le choix de Flamanville pour son implantation. Et c'est parce que le chantier de Flamanville avance dans de bonnes conditions et donne toutes les assurances d'aboutir dans les délais, que j'ai pu prendre la décision, avec le Premier ministre et Christine LAGARDE, de lancer le chantier d'un deuxième EPR en France. Voyez-vous, c'est curieux, avant l'élection présidentielle, j'étais pour l'EPR et après l'élection présidentielle, je n'ai pas changé d'avis. J'admets bien volontiers que c'est original. S'il faut faire un troisième chantier EPR, on le décidera également.

La technologie de l'EPR est la plus aboutie parmi les réacteurs de troisième génération, c'est celle qui donne toutes les garanties de réussite. Et la Normandie confortera sa place dans le nucléaire mondial puisque c'est le site de Penly qui se prépare à accueillir à partir de 2012 ce nouveau chantier.

J'ai beaucoup réfléchi avant de prendre la décision de lancer un deuxième EPR. J'ai consulté Christine LAGARDE, Jean-Louis BORLOO et beaucoup d'experts. J'ai décidé ce deuxième EPR

pour trois raisons principales.

D'abord, parce que ce deuxième EPR entrera en service en 2017 et qu'à partir de 2019, chaque année, plusieurs centrales nucléaires existantes atteindront leur quarantième anniversaire. Sur le fondement des recommandations de l'autorité de sûreté nucléaire, il faudra décider de leur arrêt ou de leur prolongation et des investissements associés. Je souhaite que l'autorité de sûreté nucléaire puisse prendre cette décision en toute sérénité, sur le fondement des seules considérations de sûreté. Et c'est parce que l'on aura un deuxième EPR que la décision se prendra qu'en vertu des éléments de sûreté et non pas avec la pression de la question de l'alimentation en électricité de notre pays. Le deuxième EPR procurera une marge de sécurité. C'est parce que notre parc nucléaire n'est pas éternel que nous devons décider en responsabilité vu les délais de construction de tels équipements. Rendez-vous compte, j'ai décidé en 2004 le premier EPR, il produira en 2012 ! J'ai décidé en 2009 le deuxième qui produira en 2017. Vous voyez que l'on doit travailler pour l'avenir et pas travailler au jour le jour.

La deuxième raison de ma décision, c'est l'expérience des pays qui reviennent au nucléaire, qui montre combien il est difficile de recréer la compétence nucléaire, la connaissance industrielle, dans un pays qui n'investit plus. La succession de périodes d'investissement massif et de périodes d'arrêt complet est destructrice pour une filière comme la vôtre d'une telle intensité technologique. On ne peut pas se permettre d'arrêter, c'est un continuum. Il me semble donc de bon sens, pour entretenir l'expérience de chantiers de cette taille, pour actualiser les compétences, pour les maintenir au meilleur niveau, de préférer un étalement dans le temps de nos investissements à un arrêt de tout investissement nucléaire à la fin du chantier de Flamanville en 2012. Imaginez que je n'aie pas pris cette décision, cela voudrait dire que le potentiel technologique qui a rassemblé sur ce chantier s'arrêterait, se dissoudrait dans les sables. Alors qu'avec la perspective du deuxième chantier, on investit dans une filière de long terme.

La troisième raison, je n'hésite pas à l'assumer, la France n'a pas un commerce extérieur si florissant qu'elle puisse faire fi des exportations d'électricité. On va devenir exportateur d'électricité. Un EPR c'est environ 12 milliards de kilowattheures produits par an, au prix du marché européen, c'est 600 Meuros d'exportations, j'attends celui qui viendra me dire que l'on n'en a pas besoin. Et puis, crise ou pas crise, ce serait une étrange conception de l'économie que d'admettre le commerce sur tous les biens et les services où nos voisins sont plus compétitifs que nous, et de le refuser dans un domaine où la France se situe au 1er rang mondial.

Voilà les raisons pour lesquelles j'ai estimé qu'un deuxième EPR était nécessaire. J'ajoute qu'il m'a paru utile qu'EDF associe GDF Suez à son projet. EDF sera l'opérateur, mais la France a un deuxième énergéticien de rang mondial, doit lui donner toutes ses chances. GDF Suez est un exploitant compétent, reconnu. Je ne pouvais pas refuser à GDF Suez le droit, sur les marchés internationaux, d'exporter la technologie française de l'EPR et d'appuyer ainsi les efforts d'exportation d'Areva, avec tous les emplois qui vont avec. Je ne vois pas comment j'aurais pu refuser à GDF Suez, dont l'Etat et les entreprises publiques sont propriétaires à 40%, ce qui a été accordé à l'électricien italien, à juste titre, ENEL, ici, à Flamanville ? GDF Suez, en tant que partenaire associé au futur EPR de Penly, pourra conforter sa compétence sur le modèle EPR, et compte-tenu du besoin nucléaire dans le monde, EDF et GDF Suez ont toute leur place pour être de grands exportateurs.

Jusqu'en 2007, il faut bien le reconnaître, notre politique énergétique reposait sur ce seul pilier du nucléaire. Depuis dix-huit mois, j'ai voulu que notre politique énergétique prenne un tournant fondamental, en plus du nucléaire, vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Mon ambition pour la France c'est que l'on soit leader sur le nucléaire, mais je ne vois pourquoi on serait leader sur le nucléaire et on ne chercherait pas du tout sur le renouvelable et sur les économies d'énergie. On doit être leader partout. La crise que nous avons vécue, le prix du baril de pétrole qui a plus que doublé pour atteindre un sommet de 145 \$ en juin dernier, n'a fait que valider la pertinence des grandes orientations dégagées lors du Grenelle de l'Environnement. Nous finirons le XXIème siècle sans pétrole, peut-être sans gaz. Nous devons donc tout d'abord

renouer avec une grande ambition en matière d'économies d'énergie. J'assume parfaitement qu'économiser l'énergie, mieux utiliser l'énergie, améliorer l'efficacité énergétique sont parmi les priorités d'une politique énergétique durable.

C'est pour cela que nous allons proposer un prêt à taux zéro, jusqu'à 30 000 euros, sans aucune conditions de ressources pour tous ceux qui voudront mieux isolés les bâtiments publics et les bâtiments privés. C'est une perspective pour l'industrie du bâtiment considérable: prêt à taux zéro jusqu'à 30 000 euros sans aucune condition de ressources pour les travaux d'économie d'énergie.

Et par ailleurs, on va développer les énergies renouvelables. Je me suis engagé au nom de la France à 23% d'énergie renouvelable dans notre énergie en 2020. C'est un objectif juridique, contraignant, contrôlé par la Cour de justice européenne et donc il faut s'y mettre.

Cet objectif que j'ai pris au nom de la France, c'est considérable. Cela veut dire que nous devons produire chaque année l'énergie de 4 EPR sous la forme d'éoliennes, d'un EPR sous la forme d'énergie solaire, de 6 EPR sous la forme de bois et de biomasse. La production de 11 EPR fournis par des énergies renouvelables d'ici 2020 : c'est une révolution énergétique pour notre pays. Quand vous pensez que nous avons la plus grande forêt d'Europe, que depuis 1950 la forêt française a doublé et que l'on trouve le moyen, au moment où je vous parle, d'être importateur de bois. Est-ce que c'est raisonnable ? Est-ce que l'on ne peut pas à la fois investir dans l'EPR, le nucléaire et dans la filière bois pour exploiter nos forêts plutôt que laisser pourrir les bois qui ont été renversés par la tempête ? Est-ce que c'est raisonnable pour un pays qui a la plus grande forêt d'Europe ? J'assume donc que l'on va faire les deux.

Cette révolution des énergies nouvelles est aussi une révolution industrielle.

Nous devons donc construire à côté du nucléaire, une véritable stratégie industrielle française de développement des énergies renouvelables. Pas contre le nucléaire, à côté du nucléaire. Nous partons de très loin. Je voudrais rappeler quand même que les industriels de l'éolien sont danois, que les industriels du photovoltaïque sont allemands et californiens. Le vent au Danemark et le soleil en Californie, on comprend que la géographie a son importance. Mais le soleil en Allemagne, ce n'est pas insulter nos amis allemands que de dire que la Normandie c'est quand même mieux. Nous avons un potentiel exceptionnel dans les énergies renouvelables, des ressources forestières abondantes, trois régimes de vent complémentaires qui nous offrent, au final, le 2ème potentiel éolien d'Europe. En outre-mer, la France a le troisième domaine maritime du monde et un potentiel solaire considérable. Nous avons une recherche de niveau mondial dans l'énergie, l'électronique, les semi-conducteurs, les nanotechnologies, une recherche qui n'a qu'un seul défaut, celui de ne pas avoir incarné ses travaux dans une industrie puissante. Nous allons augmenter de 150 % la part des énergies renouvelables, cela ne peut que favoriser l'émergence d'une industrie.

D'ici 2020, 90 milliards d'euros devront être investis, pour la quasi-totalité par des investisseurs privés et les particuliers, pour doter notre pays de centrales solaires, de chaufferies au bois et de tous les équipements du logement à partir d'énergies renouvelables, qui nous permettront de tenir nos engagements.

J'ai demandé à Christine LAGARDE et à Jean-Louis BORLOO, de se saisir de ce sujet fondamental. Il est temps de demander au commissariat à l'énergie atomique d'orienter son action plus massivement vers les énergies nouvelles, et de mettre en place les plates-formes technologiques qui permettront d'industrialiser la production. Il faut réexaminer l'efficacité de notre mode de soutien aux énergies renouvelables. Il faut être plus volontariste sur certaines énergies. Les pouvoirs publics sont en droit d'attendre de véritables contreparties industrielles. Je le dis à Pierre GADONNEIX, nos grands énergéticiens ont une responsabilité particulière en ce domaine, en particulier EDF qui fait un effort de recherche et de développement considérable. Il faut qu'ils continuent à investir en la matière.

Quant à Areva, c'est l'exemple même, dans le nucléaire, de la réussite. Tous ses concurrents imitent aujourd'hui son modèle intégré, qui part de la mine d'uranium, passe par la fabrication du combustible, la construction et l'entretien des réacteurs, et termine par le traitement et le

recyclage des déchets, non loin d'ici. C'est une garantie pour tous.

Je soutiens l'engagement d'Areva d'investir dans ces activités, en particulier dans la nouvelle usine d'enrichissement Georges Besse 2. Areva vient de signer un contrat en Inde, pour 2 des 6 EPR, j'espère bien que ce sera six. C'est une étape de plus dans le redécollage du nucléaire. Grâce aux deux chantiers EPR en cours, Areva a pris une avance considérable qu'elle doit conserver.

J'ajoute que nous allons réfléchir aux partenariats industriels qui seraient les plus profitables à Areva. Christine LAGARDE et Jean-Louis BORLOO y travaillent. C'est une réflexion qui ne s'improvise pas, qui va prendre un peu de temps mais je souhaite qu'elle aboutisse prochainement parce qu'elle est désormais nécessaire et que de toute manière avec la décision des Allemands, notamment de Siemens de quitter Framatome, on n'a pas le choix : il faut avancer. Je le redis, j'ai été élu pour prendre des décisions, je les prendrai. Vous comprenez bien les choses. Il y a un pari énergétique considérable. Notre stratégie, c'est le développement du nucléaire avec EPR et la troisième génération. Il y en a deux de signer, je réfléchis à la possibilité d'un troisième dans les années à venir. On va investir massivement dans les énergies renouvelables. Il n'y a que de la complémentarité et je souhaite que l'on ne choisisse pas une source d'énergie, qu'on ne recouvre pas le pays d'éoliennes, comme font certains mais qu'on s'intéresse à la filière bois, qu'on s'intéresse au solaire, qu'on s'intéresse à toutes les sources d'énergie possibles. Franchement, on a les moyens de faire les deux. J'ajoute les trois avec la stratégie sur les économies d'énergie, il faut qu'on change complètement notre raisonnement en la matière. Nous avons EDF, nous avons GDF/Suez, nous avons Total, nous avons Areva, nous avons Alstom, qui restera ma fierté d'avoir refusé de démanteler Alstom en 2004 lorsqu'on voulait nous l'imposer, une entreprise remarquable.

Il faut maintenant qu'on travaille tous ensemble. Il y a le monde à conquérir en matière d'énergie et la France qui n'a pas de pétrole, qui n'a pas de gaz, elle va devenir exportatrice d'énergie. Voilà l'ambition que je vous fixe. Je voudrais dire aux salariés qui sont ici que j'ai parfaitement conscience qu'il n'y a pas que des gens d'EDF dans l'exploitation d'une centrale, il y a d'autres salariés, d'autres entreprises notamment Bouygues qui construit et que le problème des sous-traitants est un problème qui me préoccupe. Mais quand on construit une centrale nucléaire et qu'on l'exploite, tous les salariés doivent être traités dans les mêmes conditions, parce qu'ils participent de la même compétence et de la même responsabilité. C'est un sujet qui se pose, pas seulement pour l'industrie nucléaire mais également pour l'industrie automobile.

Sur les chantiers, quand je serre la main des ouvriers, je serre la main de la même façon quelle que soit l'entreprise. Je dis cela sur un chantier de construction. Le problème est moins prégnant. Mais je parle de l'exploitation. Je voudrais également dire aux salariés d'EDF, puisque je suis sur un site, vous pouvez être fiers du travail que vous avez fait. Et spécialement dans une entreprise qui a réussi dans l'association des salariés aux profits de l'entreprise. J'en ai parlé hier soir mais je n'en ai pas parlé pour en parler. J'en ai parlé parce que j'attends des résultats, des résultats concrets. Je redis les choses de la façon la plus claire : que les organisations salariales et les organisations patronales se mettent d'accord, s'ils se mettent d'accord l'Etat n'a rien à dire. S'ils ne se mettent pas d'accord, l'Etat prendra ses responsabilités et je les assumerai. En tout cas, à la fin de l'année, il faut qu'on ait tranché sur cette question et que la question du partage des profits ait été résolue. Vous êtes fier de travailler dans vos entreprises, on est fier de votre travail et de votre compétence, il est normal que vous en soyez remerciés et pas simplement par un discours du Président de la République.

Merci à tous de votre attention.